

GOUVERNANCE DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Indépendance et Acteurs

I A C E

Instauring an Advocacy Champion for Economy

Etat des Lieux en Tunisie

- ❖ **Absence de la notion d'évaluation des politiques publiques du vocabulaire juridique.**



Etat des Lieux en Tunisie :

Article 117 de la constitution

Mission de la cour des Comptes

- Contrôler la bonne gestion des deniers publics conformément aux principes de la légalité, de l'efficacité et de la transparence.
- Statuer en matière de comptes des comptables publics.
- Evaluer les méthodes de gestion et sanctionner les fautes y afférentes.
- Aider les pouvoirs législatif et exécutif à contrôler l'exécution de la loi de finances et la clôture du budget...".



Etat des Lieux en Tunisie

→ Cette pratique dans sa conception la plus large est déjà présente sous la forme d'une institution supérieure de contrôle indépendante chargée de s'assurer du respect de la loi et de veiller à la protection des deniers publics et à leur bon emploi.

2- Contrôle Général des Services publics (**C.G.S.P.**) au niveau de la présidence du gouvernement

3- Contrôle Général des Finances (**C.G.F.**) au niveau du ministère des finances.

Etat des Lieux en Tunisie :

4- 2013: l'Instance Générale de Suivi des Programmes Publics (ISGPP): Missions,

- Contribuer à l'élaboration des programmes publics en collaboration avec les organismes concernés chargés de la planification, la programmation et la conception des contrats-objectifs et des contrats-programmes au niveau central, régional et local,
- Fixer les indicateurs de performance et les mécanismes du suivi d'exécution avec la participation des organismes concernés,
- Suivre l'exécution des programmes publics en coordination avec les parties concernées et en s'appuyant sur les indicateurs de performance et les mécanismes de suivi retenus,

Etat des Lieux en Tunisie :

4- Missions de l'Instance Générale de Suivi des Programmes Publics ISGPP).*suite*

- Collecter les données relatives aux programmes publics et les analyser en s'appuyant sur une base de données spécifique,
- Réaliser des recherches et des études en matière de mise en place des programmes et des politiques publiques et les évaluer conformément aux standards internationaux,
- Contribuer à la diffusion d'une culture de l'évaluation dans le secteur public,
- Créer des relations de partenariat avec les organismes étrangers similaires.

Etat des Lieux en Tunisie

A ces quatre organismes s'ajoutent certaines directions relevant de Ministères sectoriels tels que:

- La Direction Générale de l'évaluation et du suivi relevant du Ministère de développement et de la coopération internationale,
- La Direction de l'évaluation et de l'audit de la Direction Générale des Structures Sanitaires Publiques relevant du Ministère de la santé,
- L'Instance Nationale de l'Evaluation, de l'Assurance Qualité et de l'Accréditation relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- L'observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) relevant du Ministère de l'emploi.



Typologie des Evaluations dans le contexte Tunisien

Cour des Comptes (29^{ème} rapport) : Des missions de contrôle portant sur les thématiques de:

- ✓ L'industrie,
- ✓ L'énergie,
- ✓ L'agriculture,
- ✓ La pêche,
- ✓ L'environnement,
- ✓ Le commerce,
- ✓ Les services,
- ✓ Les technologies de la communication,
- ✓ Transport,
- ✓ Equipement et habitat,
- ✓ Santé et affaires sociales,
- ✓ Financement de l'économie et développement,
- ✓ Ressources humaines,
- ✓ Culture et patrimoine ,
- ✓ Les Autorités publiques et locales.

Typologie des Evaluations dans le contexte Tunisien

- Les missions ont été essentiellement des opérations d'audit et de suivi et une évaluation des méthodes de gestion avec en contrepartie des recommandations.

&

- Les rapports sur les projets de clôture des lois de finance, le contrôle des financements des campagnes électorales,...

Aperçu des Expériences Etrangères

Quatre types de modèles de leadership :

1^{ER} Groupe: Le leadership et la coordination des démarches d'évaluation sont assurés par l'exécutif à travers un ministère ou une structure interministérielle.

2^{eme} Groupe: Une structure autonome sous forme d'agence rattachée à l'exécutif,

3^{eme} Groupe : Pays ayant attribué cette tâche à une structure indépendante.

4^{eme} Groupe : Implication du pouvoir législatif dans l'évaluation des politiques publiques à travers la mise en place d'organes d'évaluation sous son contrôle et à son service afin de pouvoir exercer un contre pouvoir face à l'exécutif grâce à l'évaluation des programmes ou politiques.

Recommandations pratiques pour la Tunisie

Etant donné la nouvelle organisation des pouvoirs en Tunisie nous recommandons :

La mise en place d'une **agence indépendante** et autonome dédiée à l'évaluation des politiques et programmes publics.

→ le président de cette institution serait nommé par le président de la cour des comptes afin d'assurer son autonomie vis-à-vis de l'exécutif et qu'elle puisse être à la fois au service de l'exécutif et du législatif,

→ L'audit de la performance de cette institution serait réalisé par la cour des comptes, qui veillera par la même à garantir la qualité des évaluations réalisées.

Missions

- Réaliser des études d'évaluation pour l'exécutif et pour le législatif et être à égale distance des deux et de par son statut ne pas subir des pressions partisans.
- Normaliser les méthodologies à mettre en place au sein des directions relevant des Ministères sectoriels,
- Veiller au contrôle de la qualité des études d'évaluation réalisées et assurer la mise à disposition des études auprès de tous les décideurs ainsi qu'auprès de l'opinion publique, afin qu'ils puissent donner leurs avis sur la gestion des affaires publiques.

Objectifs

- **Le 1^{er} Objectif:** serait que cette agence puisse à la fois réaliser des études ex-ante, en cours et ex-post au profit de l'exécutif sans subir de pressions partisans.
- **Le 2^{eme} Objectif:** serait d'institutionnaliser les évaluations ex-ante afin d'identifier les effets et les conséquences des politiques à mettre en place et de rationaliser la gestion des deniers publics.
 - A ce niveau, il faudrait rappeler l'exemple australien où la majorité des propositions budgétaires pour être intégrée au budget doivent être assorties d'une évaluation.

Objectifs

Le 3^{eme} Objectif:

- Il faut savoir que la conduite des évaluations selon les normes scientifiquement reconnues, nécessite la mobilisation de compétences et une mise à jour continue. (*Or les ressources en ce domaine ne sont pas abondantes en Tunisie*).
 - Dans le cadre de la pluralité des compétences et des avis d'associer les compétences administratives aux compétences académiques : de créer une synergie entre les deux milieux .
- car exclure totalement les administratifs peut s'avérer pénalisant en ce sens que d'une part cela peut être interprété comme étant une sanction, et d'autre part cela reviendrait à se couper des sources d'information.
- Par ailleurs, et à l'instar des pays leaders dans ce domaine, le recours aux compétences du secteur privé dans le cadre du PPP n'est pas à exclure.

Objectifs

Le 4^{eme} Objectif: serait d'être au service du pouvoir législatif:

- Etre responsable devant l'Assemblée des Représentants du Peuple.
- Il devient donc impératif que le parlement pour jouer pleinement son rôle puisse disposer d'instruments à même de lui permettre d'évaluer, de contrôler l'action publique et de jouer son rôle de force de proposition.
- Or, actuellement il est dans l'impossibilité d'assumer pleinement son rôle étant donné qu'aucune institution assurant cette logistique de soutien ne lui permet d'assumer pleinement son rôle.
- C'est le statut d'autonomie vis-à-vis de l'exécutif qui permettrait à cette agence d'être aussi au service du pouvoir législatif.